

Mise à jour : mercredi 25 février 2015 à 15h09

VERVIERS - Le ras-le-bol des exclus du chômage

- Source: lavenir - Yves HURARD
-

On doit à la plate-forme Stop art.63.2 la mobilisation des citoyens de ce mercredi à Verviers contre l'exclusion du chômage.



Des manifestants au bout du rouleau interpellèrent adroitement les politiciens présents.

Cette plateforme regroupait les jeunes CSC et FGTB mais aussi les représentants de nombreux mouvements et associations de la région, opposés plus que jamais à la réforme du chômage et son cortège d'exclusions.

Dès le début d'après-midi, les participants formaient une chaîne humaine sur le trajet balisé entre les bureaux du CPAS et l'ONEm.

Objectif: interpellier la directrice de l'ONEm pour lui faire déclarer publiquement que le nombre d'emplois disponibles ne suffit pas pour permettre aux titulaires d'allocations d'insertion de quitter ce régime avant leur fin de droit.

Mais ce desiderata n'allait pas être rencontré selon le scénario prévu puisque la directrice, Sophie Hody, ne consentait qu'à rencontrer, dans son bureau, une petite délégation seulement. C'est ensuite devant la statue de Chapuis que les députés André Frédéric pour le PS, Raoul Hedebouw pour le PTB et Matthieu Daele pour Écolo, dans l'attente de Muriel Gerckens, répondaient en public à cinq questions sur le chômage. Pour

rappeler que dans notre région, on ne compte qu'un emploi pour 60 demandeurs, que les temps partiels sont destinés à l'exclusion et que la politique des sanctions doit disparaître.

Comme un dialogue de sourds...

Furax, Daniel Richard, le secrétaire général interprofessionnel de la FGTB de Verviers, face à l'attitude de la directrice de l'ONEm.

«Elle a tout simplement refusé de recevoir les gens, en limitant ses contacts avec une petite délégation qui devra faire rapport du résultat de l'entrevue. Il s'agit d'un comportement indigne d'un directeur de l'ONEm », fulminait Daniel Richard à l'encontre de Sophie Hody, la nouvelle directrice en poste à Verviers.

«Aurait-on peur des jeunes, maintenant? », interrogeait encore le leader syndical, rappelant que cette manifestation est le résultat d'une concertation entre organisations de jeunes, qu'elles soient politiques, syndicales, culturelles ou éducatives, concernées directement par cette problématique.

«Quand je pense que nous nous sommes battus pour maintenir une antenne de l'ONEm à Verviers, et que nous arrivons à ce dialogue de sourds. C'est pire que de l'ingratitude. La moindre des choses pour un responsable de l'Onem est de recevoir les exclus », soupirait encore Daniel Richard.

Au rez-de-chaussée de la galerie des Deux Places, les manifestants appréciaient à leur manière cette fin de non-recevoir.

Et brandissaient de plus belle leurs pancartes: *«Chasser le chômage, pas les chômeurs .»*

Un message dont on ignore s'il aura donc été entendu comme il se doit par une interlocutrice apparemment peu prompte au dialogue et à l'écoute.







Mise à jour : mercredi 25 février 2015 à 17h12

Liège : ils ont manifesté pour dire non aux exclusions du chômage

Source: belga

Le cortège, rassemblé à l'initiative du réseau «Stop Art.63§2», est parti du CPAS pour rejoindre l'Onem, où une rencontre avec le directeur était prévue.

Peu avant 15 heures, les manifestants sont arrivés rue Natalis, devant le siège de l'Onem. Les participants (350 selon les organisateurs, 250 selon la police) scandaient «On galère, on galère, mais pour ne pas se laisser faire, on va foutre le système par terre! De l'argent, il y en a, dans les caisses du patronat». Ils étaient escortés par une large délégation policière, qui bloquait l'accès public au bâtiment de l'Onem.

Une rencontre était prévue avec le directeur de l'Onem. Les manifestants voulaient lui faire signer un texte stipulant que les statistiques officielles du chômage sont tronquées et que le nombre réel de personnes sans emploi s'élève à 1 million, tandis que le nombre d'offres est insuffisant pour absorber la demande.

La foule était principalement constituée de représentants syndicaux, d'associations et de membres de partis politiques, du PTB ou d'Ecolo. L'ancien ministre wallon Philippe Henry était présent.

«Nous avons déjà interpellé Chris Peeters, qui nous a répondu que la mesure était juste selon lui, mais nous allons continuer notre combat», précise Cédric Leterme, membre du réseau «Stop Art.63§2».

Six manifestations similaires étaient organisées à Bruxelles, Anvers, Verviers, Namur, La Louvière et Charleroi.

